

LUC GWIAZDZINSKI - BERNARD FLORIS

LA FABRIQUE DU ROND-POINT
LIEU IMPROBABLE D'UNE POLITISATION AUTONOME

Introduction. – En novembre 2018 dans toute la France, des femmes et des hommes se sont mobilisés pour lancer un mouvement unique dans l'Histoire du pays : celui des Gilets jaunes. Au fil des semaines et des manifestations, ils se sont appropriés des ronds-points des zones péri-urbaines pour en faire des lieux de vie, des places publiques, de nouveaux médias et des ateliers d'éducation populaire. Pendant des mois et après avoir exploré différents sites, nous avons concentré notre recherche sur l'un de ces ronds-points de L'Isère. Au fur et à mesure nous avons vu émerger là, dans un espace hospitalier, un lieu de rencontre quotidien autour d'un brasero, de quelques chaises, d'une cabane bricolée, un dispositif d'émancipation pour une population hétérogène qui a trouvé là une fierté et le pouvoir de dire « nous ». C'est cette fabrique au sens – que nous proposons ici – de « processus par lequel les interactions entre individus et espace, mouvement social et espace dans leurs réalités matérielles et sociales produisent des moments, des lieux et des dispositifs particuliers », qui nous intéressent ici. Nous explorons aussi les qualités spécifiques de cette dynamique comme « espace public » de débat, « territoire apprenant » (Gwiazdzinski, Drevon, 2018) et « processus instituant d'émancipation » s'inscrivant dans un processus plus large d'autonomie individuelle et collective » et d'« auto-gouvernement du peuple » (Castoriadis, 1975).

Genèse d'un positionnement et d'une méthodologie. – D'où parlons-nous ? Nous sommes enseignants-chercheurs, l'un géographe et l'autre sociologue. Nos recherches portent notamment sur les formes de mobilisations et d'émergences et sur le marketing et la marchandisation du monde (Floris B., Ledun M., 2013). Nous avons été attirés par ce surgissement inattendu des gilets-jaunes dans l'espace public au sens politique (Habermas, 1972) et urbanistique du terme – et non plus sur les lieux de travail – qui rappelait par certains aspects les campements, cabanes des

mouvements des places, d'*Occupy Wal Street*, Nuit debout et d'autres formes de mobilisations et d'appropriations critiques et créatives que nous avons suivies par ailleurs. Comme chercheurs, nous avons été intéressés par l'ampleur, la force d'un mouvement, les formes particulières de manifestations et d'appropriations et par la localisation sur les ronds-points. Comme citoyens, issus de milieux modestes, nous avons été choqués par le mépris des commentateurs et les propos du Président sur « ceux qui ne sont rien », puis par ses déclarations moquant « Jojo le Gilet jaune¹ ». Comme chercheurs et citoyens, nous avons été surpris des analyses hâtives d'intellectuels ou de responsables politiques ou syndicaux sur le positionnement politique des Gilets jaunes comme celles du secrétaire général de la CGT en novembre 2018, estimant « *impossible d'imaginer la CGT défiler à côté du Front national* ». Les dynamiques à l'œuvre étaient assurément plus complexes et le mouvement plus hétérogène que ces jugements un peu rapides. Encore fallait-il pouvoir prendre le temps de rencontrer ces « Gilets jaunes », de documenter et d'analyser ce mouvement dans ses lieux et temps de vie.

Sans nous connaître et compte-tenu de ce contexte, nous avons décidé chacun de notre côté de nous immerger dans le mouvement, l'un sur les ronds-points de l'Isère, l'autre sur les ronds-points de l'Est de la France (de la Lorraine à la Méditerranée), rencontrant et interrogeant leurs occupants, pour tenter de comprendre ce qui était à l'œuvre. Nous nous sommes rencontrés un soir de décembre autour de brasero du rond-point de Crolles. A partir de ce moment-là, nous avons concentré nos investigations sur ce rond-point tout en continuant d'en visiter d'autres et de participer à des manifestations à l'échelle de la vallée, du département de l'Isère et de la France. Nous avons partagé la vie quotidienne, les débats et les actions des Gilets jaunes du Crolles un site actif et qui le demeure encore aujourd'hui (*mai 2020*).

À la sortie de l'autoroute, juste avant le péage, le rond-point est particulièrement inhospitalier. On parle du « rond-point » mais en réalité, les Gilets jaunes sont installés à côté, ou plutôt en face sur le côté droit, le long de la route qui pénètre dans la zone d'activités. C'est un endroit comme il en existe des milliers d'autres dans le pays. À gauche, la bretelle

¹ Confidance du Président Emmanuel Macron à des journalistes rapportés par *Paris Match*, *BFM TV* et *Le Figaro* le 31 janvier 2019.

d'entrée de l'autoroute vers la grande ville. Dernière, un kiosque à pizzas, un parking et le supermarché ouvert de 7h à minuit. En face, de l'autre côté de la voie, quelques établissements commerciaux. C'est là que se garent les gendarmes. De l'autre côté du rond-point sur la gauche, « La brioche dorée ». Un peu plus loin sur la longue voie qui s'engage vers le cœur de la commune, un défilé d'entreprises. De l'autre côté sur la droite une brasserie « Le Belledone » où il fait bon se réfugier les jours de pluie et les matins froids.

Fig. 1 – La « semi » cabane des Gilets jaunes de Crolles



Source: Luc Gwiazdzinski, 2019

Sur sa droite, une série de commerces qui s'alignent jusqu'à *Bricomarché* en passant par *Carrefour*. D'abord composé d'une tonnelle pliable et de quelques chaises le site n'a pris sa forme actuelle et son aménagement qu'après plusieurs mois d'occupation.

Entre curiosité scientifique et indignation, nous avons cherché à comprendre ce surgissement en nous confrontant au réel, « que l'on n'attendait pas et qui, sitôt paru, est depuis toujours déjà là » (Maldiney, 2012). Quand nos prises habituelles sont mises en échec, il reste à élaborer

rer à nos risques et périls une réflexion, une pensée, sur un mode qui est forcément celui de la tentative et de l'aventure, celui du terrain et de l'immersion.

Au fil des semaines, nous nous sommes mêlés à un collectif d'une cinquantaine de personnes en perpétuel changement et avons été intéressés par l'évolution parallèle du site, des messages, des prises de parole et de la conscience politique des participants. Nous avons choisi de mener une analyse du fonctionnement et des relations collectives d'un rond-point, c'est-à-dire d'engager une démarche ethnographique ouverte à une *perspective* anthropologique. On peut se demander pourquoi un géographe et un sociologue prétendent enfiler le costume d'anthropologue ? Nous n'entrerons pas dans le débat sur l'importance de la pluridisciplinarité contre le cloisonnement institutionnel et disciplinaire dans les sciences humaines et sociales. Bien des chercheurs ont recouru à d'autres disciplines que la leur pour travailler sur leurs objets de recherche. Ici nous avons choisi l'anthropologie sociale et politique. Comme sociologue nous savons que les méthodologies d'enquête sociologique de terrain et celles de l'ethnographie sont souvent proches, notamment sur le sens exprimé par les individus observés. Les conceptions du monde humain en termes de social ou d'individuel – ou les deux à la fois – sont à la fois anthropologiques et sociologiques. Comme géographe nous sommes du côté d'une « géographie de plein vent », où le « terrain », l'immersion *in situ* et l'enquête sont essentiels.

L'approche s'appuie sur « l'observation participante » ce dispositif de recherche caractérisé par « une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers. Au cours de cette période, des données sont systématiquement collectées » (Bogdan, Taylor, 1975). C'est une période pendant laquelle « les observateurs s'immergent personnellement dans la vie des gens. Ils partagent leurs expériences ». C'est ce que nous avons fait quotidiennement pendant des mois, une soixantaine d'entretiens qualitatifs d'une à deux heures, des centaines d'échanges plus informels et une « décomposition systémique » (Le Gallou, Bouchon-Meunier, 1992) du dispositif du rond-point autour des sous-systèmes de localisation, de temporalités, de production, de représentation, de gouvernance, de promesse (...) et d'entretiens qualitatifs, qui nous a permis de mieux en saisir le fonctionnement et les évolutions.

En ce qui concerne l'objet de cette recherche, l'époque de décomposition des institutions, de crise globale de civilisation et de perte généralisée du sens et des repères sociaux nous amène à poser la question *proprement anthropologique* des ruptures fondamentales qui se dessinent dans l'individuation et la socialisation des êtres humains. En particulier, nous nous demandons si l'inventivité du mouvement des Gilets jaunes, à la suite de quelques autres, ne fait pas apparaître un type anthropologique d'individus autonomes et solidaires recherchant un sens collectif de société opposé au prétendu « individualisme » des sociétés néolibérales.

Après une année de vie quotidienne passée immergés sur le rond-point, dans les débats et les actions, nous avons été en capacité de proposer une première analyse sur ce soulèvement. Partagés entre notre engagement citoyen dans ce mouvement et l'observation participante et ethnographique d'un lieu particulier et de ses participants singuliers, nous n'ignorons pas que l'exercice pose un problème épistémologique. Nous l'avons pris en compte en indiquant précisément d'où nous parlons et en mettant en avant nos méthodes d'entretien et d'observation participante. Si nous cherchons à en savoir davantage sur ce mouvement, c'est sans doute parce que nous sommes animés par une énergie qui n'est pas purement scolastique. Et s'il n'en était pas ainsi, aurions-nous été capables de consacrer ces mois de travail – dont une bonne partie dans le froid et sous la pluie à cette recherche ? Si nous n'étions pas engagés dans le mouvement et immergés, aurions-nous accès à autant d'informations, de confidences ? Aurions-nous la capacité de saisir les évolutions ? Nous assumons cette double posture de la recherche et de l'engagement, nous étonnant que la critique se porte davantage sur des chercheurs « engagés » traitant de la question sociale que sur des chercheurs « engagés » sur la question environnementale.

Une autre critique pourrait être la limite d'une monographie isolée empêchant toute généralisation. À ce propos, nous pouvons arguer d'un dépassement de ces limites, par une bonne connaissance d'autres ronds-points de l'Isère, de la Savoie, de la Lorraine et de l'Hérault. La participation aux « Assemblées des assemblées » de Commercy, Saint-Nazaire, Montceau-les-Mines et Toulouse nous ont également permis de confronter nos expériences respectives avec celles d'autres ronds-points et assemblées. En résumé, si nous ne prétendons pas à la « neutralité axiolo-

gique » (Weber M., 1917²), nous avons toujours eu le souci de la « distanciation » nécessaire de nos points de vue personnels, en développant des méthodologies propres *aux* sciences sociales (guides d'entretiens, observation participante, analyse de la composition sociologique, décomposition systémique du dispositif...).

Émergence d'un dispositif de maturation politique. – La politisation progressive du rond-point s'est faite sur une base d'individus éloignés de la politique et peu concernés de leurs propres aveux. Les Gilets jaunes ont posé d'emblée un positionnement « apolitique » traduisant pour eux le rejet de la politique politicienne entendue comme dénonciation de la prétendue représentativité parlementaire et électorale des partis politiques, ainsi que de la perte de confiance dans la légitimité des élus de la République et de leur train de vie à tous les niveaux (largement abordé dans leur cahier de doléances) : « marre de ces gens qui se goinfrent sur notre dos ». Leur « apolitisme » s'est révélé être une posture « a-partidaire » d'indépendance absolue vis-à-vis des partis politiques. Sur le rond-point de Toulouse, plus de la moitié des participants interrogés ont déclaré leur « abstentionnisme » et leur désintérêt de l'actualité politicienne : « On n'y croit plus » ; « ça fait longtemps que je ne vote plus » ; « moi je remplis mon enveloppe avec du papier toilettes ». Les plus anciens se sont sentis trahis par François Mitterrand en 1982. Tous les autres évoquent le « non » au référendum de 2005 sur lequel « se sont assis » les politiques. « Après ça, on était cocus » ; « soit on n'a plus voté, soit on a zappé ».

Quelques-uns ont déclaré avoir voté pour le *Rassemblement national* en arguant « qu'on ne les avait jamais essayés » et que « c'était une femme ». D'autres ont dit leur préférence pour la *France insoumise* ou le *Parti communiste*, voire pour « les écolos ». Quelques-uns ont même voté Macron avec le sentiment de s'être fait dupés. Mais toutes et tous étaient d'accord pour ne pas mettre en avant leur appartenance à une organisation quel-

² On doit signaler ici que la conception attribuée à Max Weber à partir de son premier traducteur (J. Freund) et de Raymond Aron, ne consistait pas à rechercher une neutralité politique ou une absence de jugement de valeur, mais était considérée par lui comme la posture d'autorité du savant ou du professeur, profitant de son statut pour influencer ses récepteurs (voire Weber, M., *La science, profession et vocation*. Suivi de Kalinowski, I. (2005), traductrice, « Leçons webériennes sur la science & la propagande », Agone, coll. « Banc d'essais »).

conque ni faire de prosélytisme. Si l'on admet que le concept « du politique » concerne l'intérêt pour les affaires de la « Cité » et la volonté de prendre part à leur élaboration et aux décisions, les Gilets jaunes n'ont jamais cessé de s'occuper de politique, depuis le slogan « Macron démission » jusqu'à la demande du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) apparue mi-décembre.

La composition sociale du rond-point peut être synthétisée en trois strates principales. D'une part les plus démunis, titulaires du RSA, du RSI ou retraités au minimum vieillesse, recourant régulièrement aux aides du Secours populaire ou des Resto du cœur. D'autre part des ouvriers et employés pour partie titulaires de BTS aux revenus proches du SMIC. Ensuite, on peut repérer un groupe de quelques cadres moyens du privé et du public aux revenus convenables mais exprimant la difficulté croissante à « joindre les deux bouts ». Enfin des personnes qu'elles « viennent là pour les autres, par solidarité ». La moyenne d'âge du rond-point est d'une cinquantaine d'années avec 9 retraités et quelques trentenaires. Les femmes sont presque la moitié des effectifs et très actives. On peut aussi parler d'une composition idéologique caractéristique des Gilets jaunes. Sur la soixantaine de participants, plus de la moitié n'avait jamais participé à une grève ou une manifestation, rarement à une association et encore moins à un syndicat. Au début du mouvement, s'est d'ailleurs exprimée une opposition hargneuse contre les syndicats parfois qualifiés de « vendus » et en tout cas d'organisations défendant leurs propres intérêts catégoriels au mépris des non syndiqués. Seuls quelques membres des couches intermédiaires ont défendu la nécessité du syndicalisme et les conséquences néfastes de leur faiblesse, en particulier dans les PME.

Nous avons parlé d'utopie pour désigner ce qui se rêve, l'élabore et se vit là, au bord des routes. U-topie est à la fois l'expression connue d'un non-lieu ou d'un lieu imaginaire et celle d'un projet également imaginaire, sinon onirique, d'une société idéale. Mais on parle aussi « d'utopies concrètes » au sens d'Ernst Bloch (*Le principe espérance*, 1976), comme peuvent l'être les projets de sociétés anarchistes, libertaires ou communistes. Les deux sens sont présents sur le rond-point de Crolles, comme sur bien d'autres. Il est intéressant de noter que cette utopie se déploie sur des lieux peu accessibles aux piétons destinés à la circulation routière dans un environnement généralement « moche » (Jarcy de R., 2010). C'est pourtant là que se débattent et s'annoncent des revendications por-

tant l'espoir d'une société plus juste, en particulier pour les plus pauvres. Comme le dit la chanson des Gilets jaunes : « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ».

Dans les premières semaines, c'est l'opposition aux taxes sur les carburants et la priorité au pouvoir d'achat qui ont pris le devant des exigences avec les réticences marquées à aborder des sujets politiques et des débats contradictoires sur le bien-fondé du RIC. La colère explosive s'est manifestée sous une forme quasi insurrectionnelle début décembre entraînant la panique jusqu'au niveau du gouvernement. En témoigne la réaction immédiate à la décision du Président cédant dix millions d'Euros pour une prime d'activité, et le lancement d'un « Grand débat » de concertation avec les citoyens, propre à désamorcer l'explosion. Les Gilets jaunes ont été sensibles au double discours. « En même temps » que l'annonce de la prime, se mettait en place un dispositif policier exceptionnel et particulièrement violent avec l'usage de gaz lacrymogènes à toxicité augmentée, de grenades d'encerclement et des nouvelles LBD le cortège d'éborgnés et de mains arrachées, l'enrôlement de la BAC – nullement préparée au maintien de l'ordre dans les manifestations – et la réapparition des brigades volantes motorisées, de sinistre mémoire.

Étapes d'une prise de conscience « plus » politique. – Sur le rond-point, la « politisation du mouvement » a pris différentes formes sous l'effet d'une progression créative de « l'intelligence collective » produite par les participants stimulés par la dynamique interne et les injonctions extérieures.

À Crolles, la politisation a démarré avec la rédaction d'un « cahier de doléances ». Mis à disposition des citoyens dans des mairies des alentours et sur le rond-point, le cahier de doléances a rassemblé une quarantaine de propositions (pouvoir d'achat, retraites, RIC, statut des élus, fiscalité sociale, répartition des richesses, dérèglement climatique, etc.) qui ont élargi les revendications. Autre ouverture, celle de la validation par une assemblée générale de ronds-points de toute la vallée du Grésivaudan. Le document a souvent été critiqué par quelques Gilets jaunes de la première heure intervenant en AG pour dire : « on se fait manipuler avec toutes ces revendications. Revenons au pouvoir d'achat ». Le processus s'est encore élargi avec la co-organisation de plusieurs réunions locales de l'initiative nationale du « Vrai débat » – en réaction au « Grand

débat » du gouvernement considéré ici comme une mascarade –. Les Gilets jaunes se sont retrouvés par petits groupes de travail et mélangés avec des militants associatifs, des élus, des syndiqués.

Le besoin d'accéder à des connaissances plus larges sur la société s'est rapidement manifesté, fortement affirmé localement et dans les Assemblées des assemblées : « on en a marre d'être pris pour des illettrés. Il faut se former ». À Crolles, le processus a commencé par un atelier sur le pouvoir d'achat et la finance mondialisée et plusieurs Gilets jaunes ont demandé qu'il soit renouvelé. À sa suite, plusieurs ateliers sur la réforme des retraites ont vivement intéressé les Gilets jaunes avec la participation de membres de ronds-points proches et la déclinaison dans des cafés et restaurants. Cette demande d'éducation populaire s'est ensuite concrétisée par la mise en place d'un calendrier d'ateliers sur divers thèmes (mouvements sociaux et Gilets jaunes, Réchauffement climatique, pouvoir d'achat, élections municipales et municipalisme, RIC et démocratie). Le plus fréquenté à ce jour a été celui sur « réchauffement climatique et justice sociale ». Préparé par deux personnes du rond-point il a rassemblé 150 personnes.

Malgré les réticences liées à l'utilisation des données et à la surveillance et l'importance accordée aux rencontres sur le rond-point, les réseaux sociaux ont été largement utilisés. La page *Facebook* « Action Crolles 38 » est fréquemment consultée par 4 à 5000 personnes, avec parfois des pointes jusqu'à 80 000 vues pour certaines vidéos. Y figurent les procès-verbaux des Assemblées générales hebdomadaires du mercredi. Les décisions d'actions principalement centrées sur le samedi sont envoyées par courriel à une liste « Mouvnat » de 250 personnes pour un collectif qui réunit en moyenne sur le site entre cinquante et soixante personnes.

La publication de l'ouvrage *Sur la vague jaune, l'utopie d'un rond-point* (L. Gwiazdzinski, B. Floris, 2019) et les articles ou reportages des journalistes régionaux (*Dauphiné libéré*, 2019), nationaux (France 2, Mediapart...) ou étrangers comme ceux de *The Telegraph* ou de la *Radio télévision suisse*, ont fourni un miroir parfois déformant aux Gilets jaunes et les ont obligés à réfléchir à leur discours et à leur image. Ils ont parfois été l'occasion de se réconcilier avec la presse – « finalement, il était bien le reportage sur le rond-point » – ou plus généralement ont conduit à un renforcement du rejet des médias « *main stream* » selon l'expression

consacrée. Là aussi les progrès dans les échanges furent spectaculaires, depuis le rejet en bloc de la presse, la peur de s'exprimer des débuts, l'apprentissage des codes et une forme de banalisation de la présence des journalistes dans les dernières semaines.

Les invitations régulières à la radio ou dans des débats face à des élus du parti *La République en marche* comme sur la chaîne régionale France 3, contribuèrent également à une démarche d'éducation populaire et de politisation. De plus en plus aguerris et de plus en plus à l'aise sur des thèmes travaillés et maîtrisés, certains Gilets jaunes se sont révélés de redoutables politiques.

Si les Gilets jaunes furent toujours très clairs sur leur refus de présenter des listes Gilets jaunes aux élections, la démarche d'éducation populaire engagée sur le rond-point, la politisation progressive du groupe et la prise de conscience de l'importance de la commune comme « seul échelon encore possible pour s'investir » a fait son chemin. Outre l'intérêt affiche pour le « municipalisme » avec l'organisation d'un atelier sur le thème, plusieurs d'entre eux se sont impliqués dans leurs communes rurales dans les collectifs de réflexions en vue des municipales et quelques-uns se sont même présentés aux élections sur des listes citoyennes, fiers que l'on vienne les chercher pour ce qu'ils représentent ou surpris d'avoir été capables de s'engager eux-mêmes. « Si on m'avait dit qu'un jour je serai candidat sur une liste dans mon village, je ne l'aurais pas cru ». Quels que soient les résultats finaux, cet engagement, comme celui de certains membres dans d'autres mouvements comme Attac ou des associations caritatives est une preuve supplémentaire de cette « politisation autonome » in situ par les actions collectives et par le faire et du chemin parcouru en quelques mois par des personnes restées toujours à l'écart de ces questions.

La politisation progressive s'est également faite à travers des injonctions « extérieures » au rond-point ou plutôt venant de l'extérieur et obligeant le rond-point à se positionner et à s'affirmer en élargissant sa réflexion.

Les interpellations et réactions aux publications du rond-point sur la page Facebook ont souvent fait l'objet de débats internes et obligé le collectif à construire des réponses argumentées bien au-delà des seules questions de hausse du gasoil. Quelques membres du rond-point très présents sur la toile ont alimenté le collectif avec des torrents de publi-

cations et vidéos obligeant à un travail de séparation de l'info et de l'infox.

Les débats animés sur le RIC « en toutes matières » (destituant, constituant, révocatoire et légiférant) portés au niveau national (janvier-février) et repris localement ont mis en évidence un clivage entre ceux craignant « que l'on se disperse » par rapport à la revendication prioritaire et les autres prenant conscience de la complexité : « Tout se tient. Il faut que l'on ait une réflexion globale ». Ces débats furent l'occasion pour nombre de Gilets jaunes, de se former à la question de la démocratie dans ses formes représentatives, participatives ou directes. Cela leur a permis d'élargir leur position originelle de rejet des élus et de dépasser le sentiment de ne compter « pour rien » dans la politique. À Crolles, un débat organisé par les Gilets jaunes avec Étienne Chouard et Maxime Nicole (*Flyrider*) a réuni près de 200 personnes et dans la foulée, une soirée « d'atelier d'éducation populaire a été consacrée au « municipalisme ».

D'autres événements permirent au collectif de poser son discours. L'incident créé par l'intervention antisémite d'un présumé Gilet jaune contre Alain Finkelkraut, a été l'occasion d'un débat animé lors d'une assemblée générale extraordinaire. Finalement la déclaration publique de Gilets jaunes de Commercy contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie fut adoptée à l'unanimité des participants, comme sur un grand nombre de ronds-points de France. Un panneau « non à l'antisémitisme et à toutes les formes de racisme » fut posé sur le rond-point et une distribution de tracts fut organisée.

La négociation régulière avec la mairie, ou plutôt avec le maire tolérant la présence des Gilets jaunes sur le site sous réserve du respect de certaines règles (pas de murs, pas de toit pour la cabane...) et ces convocations régulières suite à « des plaintes de riverains » permirent aux Gilets jaunes de fréquenter des élus, de prendre connaissance des règlements d'urbanisme et de construire un discours collectif et des argumentations techniques et politiques. Nous avons pu remarquer qu'en cas de flottement dans la mobilisation, de manque de motivation, la figure du maire et ses menaces étaient régulièrement agitées pour refaire collectif et rester soudés.

Les rencontres avec les syndicats et les associations autour de l'organisation concrète d'événements ont participé à cette « politisation ».

Elle s'est surtout construite à partir de l'organisation d'événements avec des organisations associatives ou syndicales. Après l'occupation réussie du barrage de Serre-Ponçon, les Gilets jaunes de l'Isère décidèrent de participer à l'occupation de barrage hydroélectrique de Saint-Égrève près de Grenoble au mois de mai. L'initiative fut un double succès. D'une part, elle rassembla environ 500 personnes (avec un grand renfort de CRS et de gendarmes), et d'autre part, elle fut l'occasion d'une première convergence opérationnelle avec les syndicats *CGT*, *Solidaires*, *FSU* et même avec la *CFDT* départementale de l'énergie, ainsi qu'avec diverses associations écologistes (*EELV*, *ANV Cop 21*, *Alternatiba*, *Extinction Rebellion*) et altermondialistes (*ATTAC*). Là encore, une question politique était posée : celle de l'opposition aux projets de privatisation des services publics.

Fig. 2 – Occupation du barrage de St-Égrève, mai 2019 (syndicats, associations, Gilets jaunes)



Source: Luc Gwiazdzinski, 2019

À Crolles, comme sur tous les ronds-points de France, les Gilets jaunes n'eurent ensuite aucune difficulté à se saisir de la demande d'un « Référendum d'initiative partagée » à propos des Aéroports de Paris, comme ils l'avaient fait localement pour la défense des bureaux de Poste. Pendant plusieurs mois, conjointement avec d'autres organisations syndicales et associatives, ils ont organisé des tables de signatures officielles

pour le référendum sur les marchés et dans d'autres lieux publics. Les Gilets jaunes de Crolles se sont également associés à un comité de défense et de développement des services publics devenu un des éléments centraux de leurs revendications.

Il a fallu un moment pour que les Gilets jaunes prennent en compte la lutte contre le dérèglement climatique. Au-delà de quelques climato-sceptiques, la crainte de s'éparpiller loin des premières revendications des Gilets jaunes, surtout celle de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la baisse des taxes, n'a pas permis de s'associer à une première manifestation. Cependant, les débats sur le rond-point, le soin apporté au lieu dans la gestion des déchets ou les plantations, et la tenue d'un atelier d'éducation populaire sur le sujet – animés par celles et ceux qui estimaient cette lutte indispensable – ont fait avancer la réflexion sur le lien entre inégalités sociales et dérèglement climatique. Le fait que les organisateurs d'une seconde manifestation largement unitaire le 15 septembre aient appelé les Gilets jaunes de France à y participer et à y intervenir a encore fait avancer la cause écologique dans leurs rangs. Le slogan « *fin de mois, fin du monde même combat* » repris sur les panneaux du rond-point en est l'illustration.

La politisation du rond-point s'est faite grâce à des mobilisations ou des structurations à des échelles géographiques dépassant de loin le site du rond-point.

Les Assemblées des assemblées de Commercy, Saint-Nazaire et Montceau-les-Mines (800 personnes pour 250 ronds-points représentés avec deux délégués et deux observateurs) ont marqué la volonté d'une structuration nationale et ont contribué fortement à la politisation du mouvement. Pour les délégués et observateurs mandatés par le rond-point de Crolles présents, ces rencontres ont été l'occasion d'aborder une grande variété de problèmes sociaux et politiques : « je ne vois plus les choses de la même façon depuis que je suis allé à l'ADA » ; « on rencontre des gens vraiment intéressants qu'on n'aurait pas vu ailleurs » mais aussi « on a finalement tous les mêmes problèmes ». Ces assemblées sont évidemment des moments de politisation avec des délégués souvent plus aguerris que la base de la population des ronds-points. À Crolles, la préparation de l'assemblée des assemblées du 2 novembre à Montpellier a permis l'organisation d'un groupe de travail sur les thèmes principaux du mandat (impératif) confié aux délégué.e.s en charge de représenter le

Rond-point. Ce moment de préparation, la restitution du retour et le vote sur le texte travaillé à l'ADA sont des moments essentiels du processus de politisation.

Depuis quelques mois, une assemblée départementale mensuelle se réunit, se prononce sur des actions et en réfère en assemblée générale de rond-point s'ouvrant sur des problématiques plus politiques avec une sensibilité à l'activité des syndicats.

Les quelques Gilets jaunes qui ont pu participer aux manifestations parisiennes après la fin des rassemblements du samedi à Grenoble sont revenus à la fois furieux face à la répression, et enrichis des échanges avec d'autres Gilets jaunes souvent plus engagés et politisés.

L'émancipation s'est également faite progressivement par les activités développées sur le rond-point devenu progressivement « lieu de rencontre », « espace public » et « dispositif apprenant ». Si on entend régulièrement « on est moins qu'au début », ce début faisant référence au jour mythique du premier rassemblement, le même groupe d'une cinquantaine d'actifs répond toujours présent. « Quand je ne passe pas, ça me manque » entend-on régulièrement. « Il y trop d'injustices ».

Sur le rond-point se déploie une fonction particulière de lieu de formation et d'apprentissage par le « faire », un « territoire apprenant » où tous les acteurs contribuent au processus, mettant en commun leurs expertises et savoir-faire propres pour construire ensemble de nouveaux savoirs, de nouvelles manières de faire ensemble dans l'action militante comme pour l'amélioration du lieu et les activités de la vie quotidienne. A l'image de ce qui est tenté dans certaines politiques publiques (Donzelot, 2008), le rond-point met en lien chaque individu avec les ressources du territoire et lui procure, par le collectif, un pouvoir qu'il n'a pas à titre individuel. Ce travail se fait de manière informelle par les échanges et les divers projets mais aussi à travers des ateliers d'éducation populaire sur le pouvoir d'achat, les retraites ou le Référendum d'initiative citoyenne. Le rond-point est un site bricolé, convivial et hors les murs, le terrain d'émergence d'un « *savoir topique* » (Turco, 2015). « *Ici j'apprends tous les jours* » répètent à l'envie les Gilets jaunes à propos de politique, de fonctionnement des institutions ou de bricolage. Ce lieu en plein air où l'on arrive et d'où l'on repart « *quand on veut* », est aussi un lieu de production d'un « *art populaire* », patrimoine vivant en danger et d'un « art public » gratuit qui contraste avec les œuvres officielles qui y trônent générale-

ment. Cette constellation de lucioles des bords de routes établit un lien visuel entre « la fin de mois » et « la fin du monde », rompant l'isolement des plus démunis, multipliant les interactions entre approche sociale et approche écologique, favorisant les débats et pouvant contribuer à l'émergence de nouvelles formes d'éducation populaire encore « insaisissables » (Saez, 2019).

Le processus de politisation se construit également sur le site dans le quotidien du rond-point à travers l'organisation et la gestion concrète des assemblées hebdomadaires, les mécanismes démocratiques de votes et de prises de décision et la synthèse des compte-rendu réguliers sur la liste de diffusion. C'est une incroyable découverte pour des personnes qui ne s'étaient jamais impliquées dans de telles démarches. Les mêmes qui s'écriaient en décembre 2018 « moi je ne suis pas un intellectuel. J'apporte juste les palettes pour le feu », animent désormais des assemblées et demandent à leur interlocuteur énervé : « pourrais-tu reformuler calmement la question ? ». Même évolution pour d'autres qui passaient leur tour en janvier et baissaient la tête en chuchotant « je n'ai rien à dire. Je ne sais pas parler » et à qui on devait couper la parole en avril tant elles étaient devenues volubiles et compétentes. Paradoxe de cette montée en compétence, l'organisation de ces assemblées a atteint une telle technicité – avec un animateur, une prise de notes en direct avec compte-rendu envoyé le soir même, un déroulé précis de la réunion (actions passées, actions futures...) et même des garants de temps de parole – que certains ont fini par regretter « les assemblées enflammées des débuts », trouvant que « ça manquait d'émotion ».

Ces modes de fonctionnement qui s'instituent attestent d'un apprentissage *in situ* pour une population qui n'avait jamais ou presque, participé à de telles expériences. La réalisation et la distribution de tracts auprès de la population a obligé les Gilets jaunes à préparer et tester leurs arguments en s'adaptant aux différents publics et une affirmation de leur identité. Les outils de communication imaginés et déployés (panneaux, tracts...) et la décoration du site ont participé à l'identité collective et à une forme de « citoyenneté visuelle ».

Fig 3. – *Action sur le rond-point : être visible*

Source: Luc Gwiazdzinski, 2019

La reconstruction du rond-point suite à des destructions, a participé de cette mobilisation politique et favorisé la cohésion. L'analyse des thèmes des panneaux disposés en amont du rond-point et près de la cabane – transformant le dispositif en media autonome – permet de retracer l'évolution des revendications et la politisation : depuis les appels à la démission du président jusqu'aux panneaux sur les retraites. Le maintien du rond-point a aussi été un apprentissage de la négociation politique face aux pressions de la municipalité pour « libérer l'espace ». Le dialogue souvent amusé avec la gendarmerie a également joué un rôle.

La politisation des Gilets jaunes du rond-point est aussi passée par l'aménagement du lieu lui-même et les formes de relations entre les personnes. De cet espace « public » pour automobiles, les Gilets jaunes ont fait un espace public d'occupation citoyenne, à la fois *Agora* et *Ecclesia* au sens de la démocratie athénienne, un espace public plébéen au sens d'Habermas (1972), où des citoyens « doués de raison » (Kant, 1991) délibèrent et décident publiquement. Cette fabrique est d'autant plus exceptionnelle, que cet espace plébéen incarné par le mouvement ouvrier dans les entreprises et les manifestations encadrées, tend à devenir obsolète. La crainte du licenciement et le *lean management* ont instauré des méthodes qui isolent de plus en plus les salariés et les dressent les uns contre les autres. Le « management à la menace » (Dejours, 1998), la

« destruction continue des collectifs solidaires de travail » (Linhart, 2009) et « l'individualisation de la gestion des ressources humaines » (Gaulejac de, 2011) ont réduit considérablement les capacités de mobilisation et de politisation des salariés et de « l'espace public plébéien », dont l'affaiblissement des syndicats et les violences policières contre les manifestants sont une expression. C'est dans un tiers-lieu que l'espace plébéien a surgi.

Au-delà des ronds-points qui servent aussi de camps de base, les occupations ou blocages temporaires des centres commerciaux, des hypermarchés ou des enseignes de restauration rapide – à l'image des actions de groupes écologistes comme « *Extinction Rebellion* » – montrent des possibilités d'émergence de nouveaux espaces de mobilisation et de politisation. Ici se manifestent des revendications politiques contre « la marchandisation de la vie » (Floris, Ledun, 2013), pour des produits respectueux de l'environnement, de la santé et du climat, et contre l'aliénation marchande.

Les données précédentes attestent à la fois de la fabrique d'un nouveau lieu – à l'opposé des « non-lieux » (Augé, 1992) et d'une nouvelle forme de politisation dans laquelle les dimensions humaines et la fraternité sont centrales.

La majorité de nos entretiens ont fait référence au rond-point comme « nouvelle famille ». Ainsi peut-on lire sur un panneau à l'entrée : « Merci Macron pour le lien fraternel retrouvé ». La fraternité, troisième mot du triptyque républicain, va au-delà de la simple expression morale. C'est un repère et un ciment. Il lie à la fois les affects d'une relation humaine forte et l'expression d'une volonté politique qui privilégie la coopération et la bienveillance contre la compétitivité et l'atomisation des individus dans les sociétés néolibérales. Sur les ronds-points, il ne s'agit pas de « don-contre don » mais d'égalité et de gratuité des relations et des échanges qui fondent ce que le mouvement ouvrier du XIX^{ème} siècle – avec ses bourses du travail et ses mutuelles – nommait la « République sociale ». Comme le fait remarquer l'historienne de la Révolution Sophie Wahnich, le triptyque « Liberté, égalité, fraternité » est insécable et circulaire, et la fraternité est un enjeu politique.

« Le principe de fraternité, c'est la possibilité, à partir du moment où on est dans une société où il n'y a pas de domination, d'être

dans ce que les révolutionnaires appelaient la conscience civile, le fait de ne pas être dans la guerre de tous contre tous. Si on n'est pas dans cette guerre de tous contre tous parce qu'il n'y a pas trop de domination et qu'on est dans la confiance civile, alors quelque chose s'installe de la possibilité de faire entrer dans les mœurs des manières d'être avec les autres qui sont respectueuses » (Wahnich, 2016).

Cette fraternité à l'œuvre dans la vie du rond-point permet la réconciliation en cas de brouille, le dépassement des divergences et le maintien de l'hétérogénéité du mouvement quand l'ennemi commun n'est pas assez pressant pour souder le groupe contre lui. Elle se nourrit de l'échange direct *in vivo*. Les collectifs survivent rarement à la perte de leur cabane et de leur rond-point. La communication sur Facebook ne suffit pas. Pire, elle fait émerger nombre de malentendus et conflits qui ne sont plus régulés dans la chaleur humaine du rassemblement.

Sur les ronds-points, la fraternité a favorisé l'alliance concrète entre une population pauvre reléguée et quelques éléments d'une classe moyenne relativement politisée, deux mondes qui ne se seraient jamais rencontrés sans cette circonstance. L'appel à la fraternité et à la bienveillance sert régulièrement d'introduction aux assemblées générales, et a été consigné dans une charte sur le Rond-point de Crolles. Ici, dans cet espace public bricolé, le politique retrouve ses lettres de noblesse à la fois affective et rationnelle et les symboles mobilisés comme le drapeau national ou les badges représentant « la liberté guidant le peuple » d'Eugène Delacroix renvoient plus nettement à la République et aux grandes révolutions de notre histoire qu'à une prise de contrôle du rond-point par le « Rassemblement national ».

De la fabrique d'un rond-point à un projet plus large. – Une année passée en observation dans la vie du rond-point de Crolles, des dizaines d'entretiens et des centaines d'échanges plus informels, l'exploration de bien d'autres ronds-points dans la région et dans le reste de la France, la participation aux assemblées locales, départementales et aux Assemblées des assemblées (ADA) nationales et la lecture des premiers travaux publiés, nous permettent de proposer une première « montée en généralité ».

Il serait bien insuffisant de penser que la fabrique du rond-point ne relève que des participants eux-mêmes. Elle opère dans un cadre social plus large qui les surdétermine, Dans notre cas, c'est l'ensemble du mouvement : ronds-points, manifestations, rassemblements particuliers tels les AdA, mais aussi « La ligne jaune » initiée par François Boulo, les réseaux de Priscila Ludowski, le Facebook d'Éric Drouet ou le site « Changer de cap ». Au-delà, c'est la situation de la France, de ses institutions et de la politique de son gouvernement qui ont entraîné l'insurrection du 17 novembre 2018 et la constitution du mouvement des Gilets jaunes – pour n'en rester qu'à ce périmètre. Aussi sommes-nous fondés à passer de la fabrique du rond-point de Crolles à son cadre – au moins national – de fabrication.

D'abord et avant tout on peut constater que ce mouvement populaire massif et national s'est organisé par ses propres moyens « à la base » : sans fondement idéologique préconçu ; sans dirigeant désigné ou auto-désigné ; sans type d'organisation hiérarchique ; et avec un rejet unanime de toute récupération par une personnalité ou par aucune organisation. C'est à partir de cet « ovni social et politique » et spatial puisqu'il a « eu lieu quelque part », que l'angle de vue anthropologique prend tout son sens. Un nouveau type anthropologique d'humanité autonome et citoyenne émerge peut-être en nous poussant à sortir de l'état de consommateur privatisé et apathique contre l'humanité, cupide, égoïste et élitiste des dominants méprisant les « sans rien » et les « sans dents ».

Mais n'est-il pas abusif de parler de prémisses d'un mouvement révolutionnaire ? Cela dépend évidemment du concept de « révolution » que l'on se donne. Nous ne parlons pas du « Grand soir », ni de la prise du pouvoir par une classe ou un groupe social. À l'image de la conception libertaire du XIX^{ème} siècle, la révolution est inséparable du projet démocratique. Elle est la dynamique historique de l'exigence d'une « république démocratique et sociale », et du « pouvoir du peuple par le peuple » avec des formes de démocratie directe, de mandats impératifs et de révocabilité des élus.

Le fait que le mouvement – même affaibli – perdure depuis plus d'un an indique qu'une nouvelle force sociale et politique s'installe dans le paysage politique français. Elle est désormais reconnue par les partis, les syndicats, les associations et bénéficie de la sympathie d'une large partie

de la population. Nous rejoignons l'historien François Cusset qui avance l'idée

qu'une foule sans parti et sans représentant est peut-être ce qui distingue d'un soulèvement de plus une situation précisément *révolutionnaire* : horizontalité facétieuse et contagieuse des colères, et d'une foule bon enfant mais déterminée qu'un seul mort sous les coups de la police peut muer un matin en vaste soulèvement ; extension rapide d'un secteur à l'autre ; ferment inclusif du combat préféré au ferment exclusif de l'identité ; obsolescence soudaine des vocabulaires autorisés ; et un élan d'ensemble absolument indécidable – qui fait courir le risque à toutes les révolutions, on ne le sait que trop, d'accoucher de la réaction ou de la pire dictature. Mais en attendant de savoir si elle en est une, celle-ci s'ébroue gaiement : elle gronde, se répand, rigole, invective, jaunit l'atmosphère, se ré-approprie quartiers cossus ou carrefours stratégiques, et met chaque jour un peu plus en déroute nos certitudes d'hier. (Cusset, 2018, p. 12).

Si le mouvement n'a pas accouché d'une révolution on peut parler d'embryon de situation révolutionnaire, tant son irruption aux allures d'insurrection, sa durée et le large soutien de l'opinion publique déstabilisèrent le gouvernement, les médias et un certain nombre d'intellectuels.

La référence vaut également en termes de revendications. L'exigence d'une augmentation du pouvoir d'achat (salaires, allocations, retraites, fiscalité) n'a cessé de s'affirmer comme la première priorité sur les ronds-points. Ce qui ne peut que se comprendre eu égard à la forte composition de Gilets jaunes « ne pouvant pas joindre les deux bouts » bien avant la fin du mois. Mais très vite, une majorité a compris que cette revendication sociale ne pouvait être posée comme seule caractéristique du mouvement. Ce n'est pas un hasard si l'exigence d'un Référendum d'initiative citoyenne a rapidement suivi, quels que soient les conceptions *diverses et les critiques* qui ont animé les débats, mais à l'occasion duquel les Gilets jaunes se sont tous retrouvés sur l'exigence d'une « vraie » démocratie. Le slogan « Macron démission », la demande d'une baisse des rémunérations et avantages matériels des parlementaires, la négation de leur représentativité, présentes dans la plupart des cahiers de doléance et de débats des

Assemblées des assemblées, sont autant de remises en cause plus ou moins conscientes des institutions de la V^{ème} République.

La structuration en mouvement horizontal sans chefs ni porte-parole, en assemblées de ronds-points maîtresses de leurs décisions, va au-delà de la simple révolte. Très vite après l'insurrection spontanée, ce mouvement souvent critique pour son « inorganisation » apparente », s'est structuré en quatre formes « d'assemblages coopératifs » visibles : les manifestations hebdomadaires en centre-ville, les ronds-points, les réseaux sociaux et les Assemblées des assemblées. Ce qui passe pour un manque d'organisation est en réalité l'invention « en marchant » d'une organisation de type nouveau née de l'intelligence collective

Peut-on assimiler à un défaut le manque de perspective politique habituellement exprimé par une visée électorale, ou bien à une ouverture vers la construction d'une autre forme de perspective *en construction*. On ne peut reprocher aux Gilets jaunes l'absence de revendications sociales et politiques car elles étaient déjà présentes dès les cahiers de doléances du début. Il se forme depuis quelques mois une initiative nationale d'élaboration d'un programme national, issu des 60 propositions du « Vrai débat », et susceptible de peser sur les partis d'opposition à l'occasion des prochaines présidentielles.

L'intelligence collective a prévalu dans la structuration par cinq « Assemblées des assemblées » (Commercy, Saint-Nazaire, Montceau-les-Mines, Montpellier et Toulouse) qui ont toujours laissé aux ronds-points et assemblées locales, le choix ou non de s'en saisir. Dans la lignée de l'Assemblée de Commercy, l'appel de Saint-Nazaire (avril 2019) oppose à « la dictature « particratique » un modèle de démocratie directe » privilégiant l'intérêt général sur les intérêts particuliers, entre autres ceux des financiers et des multinationales. Ainsi les Gilets jaunes ont-ils construit des espaces de délibération en commun et des formes d'organisation respectant « scrupuleusement ce cahier des charges spontané : respect absolu de la parole de chacun, mandat impératif, construction pas à pas d'une parole commune, refus de toute contamination institutionnelle par désignation d'un représentant ou d'un porte-parole ou, pire, d'un « leader ». » (Bertho, 2020).

Ils ont refusé de participer au « jeu » des manoeuvres parlementaires et des stratégies électorales, mis à part l'échelon local lorsque les conditions étaient réunies. À chaque Assemblée des assemblées, la démarche

d'élaboration collective des thèmes et des débats s'est amplifiée. L'irruption sur la scène des élections municipales de nombreuses listes citoyennes se réclamant de la démocratie participative, *ou* de la démocratie directe, voire du projet « municipaliste » (inspiré du penseur M. Bookchin ainsi que des expériences de Porto Allegre, du Chiappas, du Rojava ou de Saillans) doit sans doute beaucoup au travail des Gilets jaunes. A ce sujet, ceux de Commercy ont organisé en décembre 2019 deux journées d'étude et de débats avec des militants qui ont par la suite participé à des listes inspirées par ces expériences.

Le rapport aux syndicats et aux partis a connu une évolution remarquable. Les premiers entretiens et les témoignages ont d'abord exprimé un rejet « viscéral ». Il a fait place à la critique des directions et à l'inverse à une relative estime pour les militants de base permettant une convergence comme dans les manifestations contre la contre-réforme des retraites. *Toutefois, cette convergence n'a pas supprimé l'idée* que les syndicats étaient devenus des rouages institutionnels intégrés au régime néolibéral en jouant la carte pipée de la négociation ou du « dialogue social » (Siro, 2011)³. Il faut ajouter que ces mêmes syndicats (à l'exception de Solidaire) sont dès l'origine des organisations bureaucratiques avec des niveaux hiérarchiques et une chaîne descendante de dirigeants à exécutants, c'est-à-dire à l'opposé de ce que veulent les Gilets jaunes.

Si le terme « d'anticapitalisme » a fait problème, l'idée d'une articulation des pouvoirs financiers et industriels avec les pouvoirs politiques nationaux et les médias est largement partagée comme le constat d'impuissance des gouvernements *nationaux* face aux directives de la Commission européenne. Sur la question du dérèglement climatique, on est passé d'une réticence initiale, voire même d'un certain climatoscepticisme, à une conscience du danger productiviste et consumériste pour l'existence du vivant sur la planète. Cela a entraîné un besoin de mieux comprendre les mutations et les interactions, l'organisation d'ateliers et la participation progressive des Gilets jaunes à des initiatives écologistes : « il faut le faire pour nos enfants ».

En conséquence et par-delà les différences de points de vue idéologique et politique, c'est le combat contre un ennemi commun qui *a soudé*

³ À propos des rapports entre gilets jaunes et syndicats, voir aussi son entretien dans *Hors Série*, 18/01/2020 (<https://www.hors-serie.net/Aux-Ressources/2020-01-18/Pour-en-finir-avec-le-dialogue-social-id387>)

les Gilets jaunes. Et nous pensons avec d'autres que ce mouvement est le symbole du « retour » de la lutte des classes (Todd, 2021) ou de son renouvellement.

À la lumière de ce qui précède, il nous paraît nécessaire de dépasser l'échelon du rond-point pour inscrire le mouvement des Gilets jaunes dans une perspective politique et anthropologique plus large. La théorie castoriadienne permet d'élever au niveau global d'une transformation anthropologique ce qui se déroule aujourd'hui sous les angles objectifs, subjectifs et psychiques d'un nouvel « imaginaire instituant ». Il nous semble que le mouvement des Gilets jaunes s'inscrit dans un processus instituant d'émancipation comme « projet explicite d'autonomie individuelle et collective » et « auto-gouvernement du peuple » (Castoriadis, 1975). Nous pensons que son objet explicitement anthropologique, en lien avec une crise globale de civilisation, permet de rendre compte de l'époque dans laquelle sont apparus les Gilets jaunes et d'éclaircir leur signification. Sa conception psycho-philosophique de l'imaginaire (représentations, affects, désirs) est aussi un outil d'analyse opératoire : quelles représentations (marché ou collectivité) ? Quels affects (démensure ou autolimitation) ? Quels désirs (compétition ou entraide) ? Chaque deuxième terme se retrouve chez les Gilets jaunes avec tous les autres phénomènes sociaux alternatifs précédemment décrits.

Nous pensons que le mouvement des ronds-points participe à la fabrique en cours d'un nouvel imaginaire autonome et créateur en opposition à l'imaginaire cupide et destructeur du capitalisme. L'imaginaire que Castoriadis nomme « social-historique » est un processus instituant d'intelligence collective qui se construit à la fois dans des formes alternatives d'institutions, dans des pratiques de transformation sociale et dans des esprits en mouvement face à « la privatisation de la vie quotidienne ». Depuis une vingtaine d'années, beaucoup d'autres événements sont allés dans ce sens d'un projet d'autonomie par des groupes institués plus ou moins larges, à l'image de l'expérience de budget participatif de Porto Alegre, du mouvement zapatiste au Chiapas, de l'occupation des places en Espagne, des « Nuits debout » et des *ZAD* en France, d'*Occupy Wall Street* à New York, des « printemps arabes » ou encore du Rojava en Kurdistan syrien. Même logique à l'œuvre avec le foisonnement des multiples actions locales, alternatives et coopératives qui se sont multipliés à l'initiative de citoyens qui « vivent déjà selon une échelle des valeurs dif-

férentes de celle qu'impose la société actuelle. Plus ou moins radicalement, ils se sont détachés du modèle productiviste et consumériste qui nous étouffe ». (Dupin, 2014).

Comment ne pas penser aux Gilets jaunes quand Castoriadis évoque un nouveau chemin qui « *ne peut être ouvert que par un réveil social et politique, une renaissance, une résurgence du projet d'autonomie individuelle et collective, c'est-à-dire de la volonté de liberté* ». Comment ne pas songer à la fabrique des ronds-points et aux mobilisations en cours dans le monde quand il rappelle que « *Cela exigerait un réveil de l'imagination et de l'imaginaire créateur.* » (Castoriadis, 1999). Le « réveil social et politique » et la résurgence du projet d'autonomie sociale et collective sont concomitants de la crise du capitalisme néolibéral marquée par le krach de 2007. L'irruption inédite des Gilets jaunes, en est un signe parmi d'autres. Si on est encore éloigné de l'explicitation d'une auto-institution générale, les exigences de démocratie horizontale et directe, de répartition des fruits du travail ainsi que de liens entre justice sociale et transition écologique vont dans le sens du projet d'autonomie renouvelé. Le contenu du mouvement des Gilets jaunes et la forme d'auto-organisation autonome décrits plus haut exprime selon nous la créativité d'un « imaginaire instituant », théorisé par Castoriadis et dont la fabrique des ronds-points, les revendications des Gilets jaunes et l'auto-organisation du mouvement ont posé quelques bases. Les formes géographiques et rythmiques du mouvement, avec cette configuration particulière d'archipel et de constellation, l'image des assemblées locales et des ronds-points comme autant de lucioles dans la nuit, la visibilité des dispositifs des ronds-points sur les lieux même de la société de la consommation et de la mobilité, et les rituels construits, participent à cet imaginaire émergent.

Conclusion. – Le point de vue ethnographique adopté et l'immersion dans le mouvement ont permis une connaissance fine de la vie quotidienne et des organisations à l'échelle de la fabrique du rond-point et au-delà dans un large mouvement d'émancipation multiscale.

La double posture assumée de citoyen engagé dans le mouvement et de chercheur a été productive grâce à une clarification de nos positions respectives dans le temps et dans l'espace – entretiens séparés – et une distance mise lors des choix stratégiques du mouvement – en s'interdisant d'intervenir fortement lors des votes de propositions

d'orientation stratégiques. La transparence sur notre double démarche vis à vis des Gilets jaunes a permis de tirer le meilleur parti de la proximité avec eux, de documenter un mouvement hétérogène et complexe, la fabrique des ronds-points et la politisation du mouvement en influençant le moins possible l'objet même d'étude avec une approche possiblement performative et en limitant les perturbations.

La fabrique des ronds-points comme espace public de vie et de délibération est à la source d'une créativité inédite et d'une maturation politique ouvrant sur un processus instituant d'autonomie individuelle et collective qui rejoint d'autres mouvements critiques et créatifs et ouvre sur de nouveaux imaginaires en action.

BIBLIOGRAPHIE

- AUGE M., *Non-lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, 1992.
- BERTHO A., *Time over, le temps des soulèvements*, Vilaine s/s, Éditions du croquant, 2020.
- BLOCH, E., *Le principe espérance*, Paris, NRF Gallimard, 1954.
- BOULO, F., *La ligne jaune*. Rouen, Indigènes éditions, 2019.
- BOGDAN, R., ET TAYLOR, S.J., *Introduction to qualitative research method : a phenomenological approach to the social sciences*, New York, Wiley, 1975.
- CASTORIADIS, C. *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil, 1975.
- CASTORIADIS, C., "Imaginaire et imagination au carrefour, Figures du pensable", *Les carrefours du labyrinthe*, VI. Paris, Seuil, 1999, pp.109-110.
- CUSSET, F., "Des révolutionnaires sans nom", Tribune dans *Politis*, 1532-1534, 2018, p.12.
- DEJOURS, C., *Souffrance en France*. Paris, Seuil, 1998.
- DONZELOT J., *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Points, 2008.
- DUPIN, É., *Les défricheurs*, Paris, La Découverte, quatrième de couverture, 2014.
- ÉLIAS, N., *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1983.
- FLORIS, B., GWIAZDZINSKI, L., *Sur la vague jaune, l'utopie d'un rond-point*, Grenoble, Elya éditions, 2019.
- FLORIS B., LEDUN M., *La vie marchandise*, Paris, La Tengo, 2013.
- GAULEJAC DE, V., *Travail, les raisons de la colère*, Paris, Seuil, 2011.

- GWIAZDZINSKI, L., “Le rond-point totem, média et place publique d’une France en jaune”, *Multitudes*, 2019, 1(74), pp. 7-15.
- GWIAZDZINSKI L., “Nuit debout, Première approche du régime de visibilité d’une scène nocturne”, *Imaginations, Revue d’études interculturelles de l’image*, 2017, 7-2, pp. 38-57.
- GWIAZDZINSKI L., “Nouvelles utopies du faire et du commun dans l’espace public”, *Urbia*, 2016, 19, pp.123-144.
- GWIAZDZINSKI L., DREVON G., “Territoires apprenants, la pédagogie à l’épreuve du terrain”, *Diversité*, 2018, 191.
- HABERMAS, J., “L’espace public, trente ans après”. *Quaderni*, 1992, 18, pp.161-191.
- JARCY DE, X., REMY V., “Comment la France est devenue moche ?” *Libération* (10/12/2010).
- KANT, E., *Qu’est-ce que les Lumières ?* Paris, Flammarion, 1997.
- LE GALLOU F., BOUCHON-MEUNIER B., *Systémique, théorie et applications*, Paris, Technique et Documentation, 1992.
- LINHART, D., *Travailler sans les autres*, Paris, Seuil, 2009.
- MALDINEY H., *Regard, parole, espace*, Paris, Cerf, 2012.
- MOULINIER, E., “Gilets jaunes à ... : Je l’aime, moi, notre rond-point!”. *Dauphiné Libéré* (17/06/2019).
- SAEZ G., “Où en est l’éducation populaire en France ?”, *Revue internationale d’action communautaire Éducation populaire, culture et pouvoir* 1979, 2(42), pp. 47-51.
- SAMUEL, H., “Yellow Vest protesters dig in for second winter as France braces for next round of Macron reforms”, *The Telegraph* (21/09/2019).
- TODD, E., *Les luttes de classe en France au XXIème siècle*, Paris, Seuil, 2020.
- TURCO A., *Geografie politica d’Africa. Trame, spazi, narrazioni*, Milan, Unicopli, 2015.
- WAHNICH, S., “Fraternité”, *Les agoras de l’Humanité*, (11/06/2016) (<https://www.youtube.com/watch?v=5qIpaRm3g7Q>).
- WEBER, M., *Le savant et le politique*, Paris, Éditions 10/18, 1976.

Making a roundabout happen. Rondabout, unlilly location an autonomous politisation. – The article looks back at the daily experience of some sixty activists on a roundabout in the Isère region that was occupied continuously from November 2018 to March 2020. The ethnographic point of view assumes the double empirical posture of engagement in the yellow vest movement and a participatory observation methodology with about sixty

interviews. On the roundabout, the yellow jackets show a constancy in participation, debates, popular education workshops, own actions or convergences with other organizations. The interaction between the development of the « no place » of the roundabouts and the construction of a new public space for living and deliberation is the source of a new creativity and political maturation opening up an instituting process of individual and collective autonomy in Cornelius Castoriadis' sense.

Keywords. – roundabout, location, public space, individual and collective autonomy, direct democracy, politisation, convergences, process establishing, mobilisation

*Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse. Laboratoire LRA
luc.gwiazdzinski@toulouse.archi.fr*

*Université Grenoble Alpes
bernard_floris@orange.fr*